

Atelier FEJ "Réussite universitaire, insertion professionnelle des étudiants" du 28 novembre 2013

Principaux enseignements

La DJEPVA, en lien avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, a organisé le 28 novembre 2013 un séminaire national "Réussite universitaire, insertion professionnelle des étudiants" en s'appuyant sur les enseignements des expérimentations soutenues par le Fonds d'expérimentation pour la jeunesse (FEJ).

Cette rencontre a réuni les porteurs de projets et les évaluateurs d'une trentaine d'expérimentations ainsi que des responsables institutionnels et associatifs, et des représentants du monde de la recherche, du monde de l'entreprise et des associations de jeunesse.

Plusieurs questions ont été traitées lors de cette journée, lors de tables rondes réunissant des participants d'horizons divers :

- Quelles solutions de formation et d'insertion proposer aux étudiants qui décrochent ?
- Comment améliorer la conciliation entre études et emploi ?
- Comment accompagner les jeunes diplômés confrontés aux situations de chômage ?

1-Les étudiants qui décrochent

Présentation :

Philippe ZAMORA, chercheur affilié au Centre de Recherche en économie et statistique

Discussion :

Anne AUBERT, vice-présidente de l'Université de La Rochelle en charge de l'Orientation, de la Réussite et l'Insertion Professionnelle et présidente de l'association La COURROIE

Denis BOISSARD, directeur général du Fonds Agir pour l'insertion dans l'industrie (A2i)

Kévin MASSEIX, élu représentant la Fédération des Associations Générales Etudiantes au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

François SARFATI, chercheur affilié au Centre d'études de l'emploi

A partir de l'expérimentation REBOND portée par l'Association pour Faciliter l'Insertion professionnelle des Jeunes (AFIJ) qui visait à repérer les étudiants décrocheurs, à valider des méthodes d'accompagnement pour favoriser le retour à l'emploi et à favoriser la mise en relation des étudiants et des employeurs locaux, l'évaluation présentée par Philippe ZAMORA a montré que l'accompagnement renforcé a eu un impact positif sur le nombre d'entretiens d'embauche et sur le nombre d'emplois obtenus par les jeunes bénéficiaires. Il a également eu un impact sur la psychologie des jeunes améliorant leur confiance en eux. En revanche, parmi les différentes modalités d'accompagnement, il semble que la pratique du parrainage, telle qu'exercée dans ce projet n'ait pas produit des effets probants.

Les échanges avec la salle sur les modalités d'accompagnement des jeunes ont permis aux participants de témoigner sur leurs pratiques de parrainage.

Plus largement ont été mis en avant l'hétérogénéité des décrocheurs et des motifs conduisant ces jeunes à ne pas commencer de cursus ou à quitter l'université, ainsi que le manque d'information des jeunes. Des solutions ont été discutées, par exemple le BTS 18 mois « accéléré » avec une scolarité commençant au mois de janvier, ce qui permet à l'étudiant de ne pas perdre son année.

2-La conciliation entre études et emploi

Présentation :

Yannick L'HORTY, professeur d'économie à l'université Paris-Est Marne la Vallée

Discussion :

Christel BERIOT, directrice de la Fondation Université de Cergy-Pontoise

Anne BONNEFOY, adjointe au Chef de département stratégie de la formation et de l'emploi, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Nicolas CHARLES, docteur en sociologie, chercheur associé au Centre Emile Durkheim (CNRS – Université Bordeaux Segalen)

A partir de l'expérimentation « Améliorer la qualité des emplois exercés par les étudiants » (AQ3E) portée par l'Université du Maine qui a mis en place des actions de démarchage des entreprises et des administrations (recrutement d'une chargée de mission à temps partiel au sein du bureau d'aides à l'insertion professionnelle

(BAIP) chargée de développer les relations avec le monde de l'entreprise et de collecter des offres), et un plan de communication pour susciter l'intérêt des étudiants, l'évaluation présentée par Yannick L'HORTY a montré que les chances d'accès des étudiants à un emploi salarié ont augmenté (recrutement de 103 étudiants soit 65 % du groupe testé contre 54 % du groupe test), les offres de travail proposées aux étudiants ont été diversifiées, mieux rémunérées, mais de courte durée. Cette expérimentation montre qu'il est possible d'atténuer les effets négatifs d'un travail salarié sur la réussite à l'université, en améliorant la qualité des emplois offerts.

Certains participants ont relevé que le « coût » du modèle développé par l'expérimentation AQ3E rend sa généralisation difficile.

Plus largement la discussion a confirmé que le travail étudiant, en sus des études, est un facteur important de décrochage. De nombreux travaux montrent qu'une durée de travail supérieure à 15 heures par semaine pose des problèmes pour réussir les examens. Ces enjeux posent la question de l'extension de l'accès aux bourses sur critères sociaux et du développement des formations en alternance, qui ne concernent pour l'heure que 3 % des étudiants.

Au plan européen les approches peuvent être différentes. La Suède s'appuie par exemple sur des temps sociaux (temps de travail- temps réservé à la vie privée) très différents, permettant des itinéraires plus souples et mieux articulés (allers et venues entre le travail et la formation, année de césure qui permet d'obtenir un emploi de bonne qualité et mieux rémunéré).

3-L'accompagnement des jeunes diplômés confrontés aux situations de chômage

Présentation :

Isabelle BORRAS, ingénieure de recherche au centre de recherche en économie de Grenoble, centre associé au CEREQ Rhône Alpes, Université Pierre MENDES-FRANCE

Discussion :

Vincent BORDENAVE, délégué général de l'UNEF, membre du collège étudiant du Forum Français de la Jeunesse

Yannick MOREL, responsable Relations Institutionnelles et Partenariats, Agence pour l'emploi des cadres

Anna PERESSON, chargée de mission, Mission Insertion des Jeunes, Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Angelica TRINDADE CHADEAU, chargée d'études et de recherche sur l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire

A partir de l'expérimentation « Revenu contractualisé d'autonomie (RCA) pour les jeunes diplômés » dont l'objectif était de favoriser la transition de ces jeunes vers un emploi correspondant à leur niveau d'études et à leurs attentes par le versement pendant une année d'un revenu garanti en contrepartie duquel ils s'engageaient à suivre un accompagnement mise en place par l'APEC, l'évaluation présentée par Isabelle BORRAS a montré que :

Le dispositif a manqué une partie de sa cible en raison de critères d'éligibilité trop restrictifs. Les jeunes en RCA avaient en moyenne 23 ans. Il s'agissait d'un public spécifique engagé dans des filières d'études particulières (écoles de journalisme, environnement, etc.).

La ressource du RCA améliore les conditions de recherche d'emploi, et la démarche d'accompagnement développée semble répondre à un réel besoin, mais son contenu a été discuté : était-ce une démarche de mise à l'emploi ou une démarche essentiellement éducative ? Il n'était pas prévu par exemple d'immersion en entreprise.

Pour les participants, le RCA tel qu'expérimenté n'a pas permis de traiter la question de l'accès à l'autonomie des jeunes et participe de fait à la multiplication des dispositifs qui leur sont proposés.

Plus largement les participants ont échangé sur les objectifs d'une démarche d'accompagnement (rompre l'isolement, identifier les besoins individuels, proposer un accompagnement qui ne soit pas trop cadré) et sur les questions de ressources et d'autonomie des jeunes en insistant sur la nécessité de simplifier et de rendre plus lisibles les dispositifs.